



LE PREFET DE L'EURE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
Pôle animation et promotion du lien social
Bureau des Associations
Cité administrative - Boulevard Georges Chauvin 27023 EVREUX
Affaire suivie par Mme PEYSSÉ TEL-02.32.24.89.72

Numéro RNA à
communiquer à l'USEP 27

Le numéro W2740019
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION

de l'association n° W274001932

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

LE PREFET DE L'EURE

donne récépissé à **Madame la Présidente**
d'une déclaration en date du : **23 juillet 2019**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

USEP LA FORGE

dont le siège social est situé : 27190 La Bonneville-sur-Iton

Décision prise le : 02 juillet 2019

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Évreux, le 23 juillet 2019

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,

Le chef du pôle Migrants
et Personnes vulnérables

Antoine LEMALLIER

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - et 5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.